

**Clôture du programme
Youth 4 Governance
24 septembre 2021.**

Allocution de Léna GANNAGÉ
Doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques

Madame la Ministre Najla Riachi,
Madame l'Ambassadrice du Canada, Chantal Chastaney,
Mesdames et messieurs les directeurs et les représentants des Ministères libanais,
Monsieur le vice-recteur,

En lançant le programme "l'Etat c'est nous", en coopération avec SIREN et l'Inspection centrale, la Faculté de droit de l'Université Saint-Joseph a voulu s'engager dans un programme d'éducation à la citoyenneté dont la crise libanaise actuelle a montré l'urgence et la nécessité.

L'ambition de ce programme est parfaitement résumée dans le titre qui a été retenu par les organisateurs et qui sonne comme un formidable défi à effritement des institutions étatiques : **"l'Etat c'est nous"**.

"L'Etat c'est nous" c'est d'abord sans doute un acte de foi ; la foi dans cette entité de plus en plus vague, de plus en plus fragile que constitue l'Etat libanais, meurtri, pillé, affaibli, détourné, mais dont la mort lente, l'effondrement met paradoxalement en lumière la raison d'être et la nécessité.

L'Etat au sens juridique du terme, tel que nous l'enseignons ici en première année de droit, c'est cette entité dotée de pouvoirs d'autorité et de contrainte, qui s'exercent à travers des institutions sur une population vivant sur un territoire. Sa finalité est de garantir une organisation de la vie en société qui permette de défendre l'intérêt collectif et le bien commun, tout en protégeant les droits fondamentaux de chacun. Et ce sont précisément les atteintes portées à chacune des composantes de l'Etat, à chacune des ces fonctions étatiques qui expliquent la gravité et l'ampleur de la crise actuelle. La violation du monopole de la contrainte, la mise en coupe réglée des institutions, le triomphe des intérêts particuliers et de la logique du partage des parts, le mépris outrancier du bien commun, se payent aujourd'hui au prix fort et dans la douleur.

Et peut être que l'un des avantages de la crise est précisément de nous imposer à nous, société civile, de renouer avec la chose publique que nous avons reléguée pendant longtemps à l'arrière plan de nos préoccupations. Par peur de raviver la guerre civile, nous avons assisté impuissants à l'effritement des institutions étatiques; et pour trouver la parade, pour nous accommoder de cette mise en veilleuse de l'Etat, nous avons vanté l'initiative privée, loué le génie libanais individuel et célébré la résilience.

Il a fallu que s'écroule l'édifice pour mesurer combien cette logique d'occultation de l'Etat, de la privatisation de l'espace public, était pernicieuse et perverse à la fois.

Jamais comme aujourd'hui le besoin d'un Etat fort, un Etat souverain, c'est-à-dire ayant le monopole de la contrainte et de la force publique, un Etat à égale distance de tous, un Etat pluriel et donc laïc, un Etat pourvoyeur de droits et non d'assistance, un Etat protecteur des institutions, garant d'une justice indépendante n'a paru aussi nécessaire.

« L'Etat c'est nous », c'est d'abord un projet de reconquête de l'Etat par les jeunes ; c'est aussi le refus de céder à la fatalité d'un slogan qui s'est imposé dans les esprits depuis la guerre civile : "il n'y a pas d'Etat"; *ma fi dawlé*.

« L'Etat c'est nous » suppose que l'Etat existe encore et qu'il doit être réinventé, réinvesti par la société civile, par les jeunes et selon un modèle qui convienne à leurs aspirations. Et cet engagement est lourd de conséquences car il fait peser des obligations sur tous et en particulier sur les universités.

La première est de renforcer l'éducation à la citoyenneté qui occupe une place de plus en plus importante dans les programmes de l'Université Saint-Joseph et de la Faculté de droit. Il ne s'agit plus de se contenter d'enseigner les slogans usés et convenus sur la richesse de la différence et les vertus du dialogue et de la coexistence. Il s'agit d'immerger les étudiants au cœur des structures étatiques, de les familiariser avec l'administration, de leur faire connaître ces soldats inconnus de la fonction publique qui portent à bout de bras les derniers vestiges de l'Etat libanais. La seconde est d'enraciner auprès des jeunes la culture de la reddition et de la réclamation des comptes, c'est à dire cette culture de la responsabilité dont la tragédie du port de Beyrouth a montré à quel point elle était absente de la vie politique libanaise.

Je voudrais remercier tous ceux qui ont permis la mise en place et l'organisation de ce programme.

Monsieur le Président Georges Attieh, merci d'avoir accueilli nos jeunes chez vous, de leur servir d'exemple et de mener ces combats difficiles qui sont les vôtres avec tant de professionnalisme et de discrétion.

Merci à Carole Charabati pour son énergie communicative, sa pugnacité, sa détermination et son intransigeance qui font déplacer des montagnes.

Merci à Lamia Moubayed, avec qui nous avons conçu ce programme, pour sa compétence, sa force tranquille et son amour de la chose publique qui véhicule tant de raisons d'espérer.

Merci aux directeurs généraux et aux représentants de l'administration libanaise, ici présents, d'avoir encadré nos étudiants et de les avoir initiés avec beaucoup de patience et d'enthousiasme à la chose publique.

Merci aux ambassades qui ont apporté leur soutien financier ou moral à ce programme.

Merci enfin et surtout aux étudiants d'avoir répondu présents et massivement à cet appel à aller à la rencontre de l'Etat libanais. Il y a là tant de motifs d'espérance.

Le mot de la fin sera pour vous : vous vivez une des périodes les plus difficiles de l'histoire libanaise ; elle coïncide avec vos vingt ans. Vous êtes nombreux à rêver de partir et à regarder vers d'autres horizons. Je n'ai aucune leçon de patriotisme à vous donner. Mais où que vous soyez, ici ou ailleurs, ne renoncez jamais au rêve de l'édification d'un Etat libanais. Ne l'abandonnez pas, battez-vous pour lui à chaque instant, même s'il vous arrive de le maudire tous les jours. Il est d'abord ce que vous en ferez. Reprenez-le. Il vous appartient bien davantage qu'à ceux qui l'ont mis à mort. Résistez à leurs mensonges et à leur corruption ; regardez les droit dans les yeux, et répétez leur encore et toujours, et jusqu'à l'épuisement : « l'Etat c'est nous ».